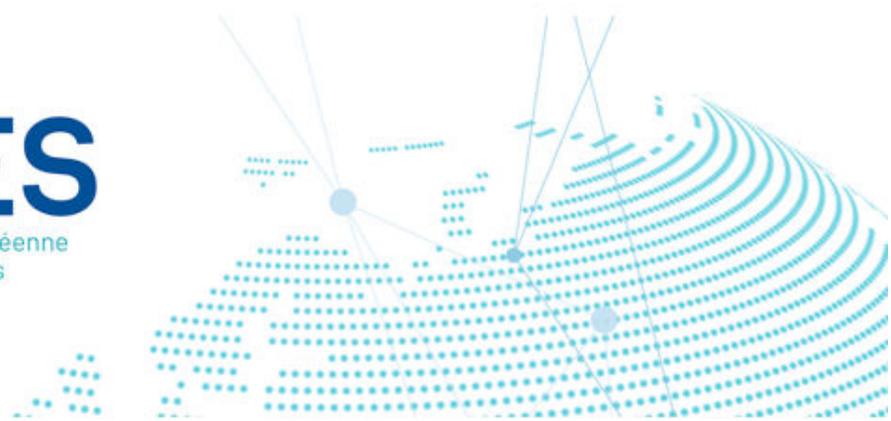




FMES
Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



25.05.2022

Vers un retour à une *realpolitik* turco-émirienne ?

William BORN



Une volonté impérieuse de reprendre le dialogue bilatéral : tel est le signal envoyé par le Président Erdogan lors de sa visite à Abou Dhabi en février 2022. Il s'agissait de sa première visite officielle effectuée dans le pays depuis 2013, date du début de la dégradation de la relation bilatérale. Au cours de celle-ci, les deux chefs d'État ont mis en exergue leur volonté commune de renouer un dialogue sur des sujets d'intérêt commun tels que les questions économiques, commerciales et militaires. De fait, après 10 ans de confrontation, Ankara et Abou Dhabi ont pris brutalement conscience que leur rivalité régionale marquée par des conflits par procuration les a conduits dans une impasse stratégique et leur impose des coûts stratégiques, diplomatiques et économiques trop élevés. Ces coûts sont particulièrement accentués par le changement de posture des États-Unis depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden. En effet, Biden n'hésite plus à critiquer ouvertement la dérive autoritaire et agressive des deux régimes moyen-orientaux. Ce changement d'attitude les a surpris et contraints à reprendre le dialogue pour rompre le cercle vicieux de cette confrontation initialement engagée sur fond de désaccord idéologique et politique. En effet, chacun tente d'être reconnu par l'adversaire et ses partenaires régionaux et internationaux comme une puissance régionale.

L'IMPASSE STRATEGIQUE DE LA CONFRONTATION PAR PROCURATION

À la suite du déclenchement des processus révolutionnaires dans les mondes arabes, plus connus sous le terme de « Printemps arabe », la Turquie et les Emirats arabes unis (EAU) ont adopté une vision idéologique et géopolitique diamétralement opposée. D'un côté, la Turquie, dirigée par le Président Erdogan et son parti l'AKP, soutient massivement les régimes politiques issus des processus révolutionnaires dominés ou dirigés par les représentants de l'islam politique, les Frères musulmans. De l'autre, les Emirats arabes unis développent une vision politique centrée sur la défense des régimes autoritaires arabes par peur grandissante de la contagion des processus révolutionnaires aux

monarchies du Golfe qui pourraient provoquer des changements de régime dans ces dernières¹. Dans le cadre de cette rivalité idéologique et géopolitique, les deux puissances engagées dans une véritable partie du jeu de plateau *Risk* cherchent ainsi à étendre leur influence respective et consolider leurs positions au Maghreb et au Moyen-Orient. Cette rivalité s'est pleinement exprimée avec force sur la scène égyptienne entre 2011 et 2013. En effet, la Turquie a soutenu le mouvement des Frères musulmans dirigé par Mohamed Morsi, président égyptien démocratiquement élu en 2012. Pour leur part, les EAU ont soutenu à bout de bras le régime de Moubarak lâché par l'administration Obama. Ce revirement américain n'a pas été du tout du goût des monarchies conservatrices du Golfe, considérant que cela contribuait à mettre très sérieusement en doute la garantie de sécurité américaine à leur égard. Par la suite, en juillet 2013 lors du putsch orchestré par l'armée égyptienne commandée par le général Abdel Fattah al-Sisi renversant Morsi, les Emirats appuient ce processus contre-révolutionnaire en raison de la menace supposée représentée par Morsi et ses compatriotes fréristes pour leur sécurité nationale. A partir de cette période, la relation bilatérale turco-émirienne s'est dégradée rapidement et a basculé dans une confrontation régionale par procuration. Elle s'est illustrée sur de nombreux théâtres : au Maghreb (Libye) et au Moyen-Orient (Méditerranée orientale, Syrie, Qatar, Yémen)². Les deux puissances régionales appuyées par leurs *proxys* locaux ont tenté d'étendre leur influence et de consolider leurs positions géopolitiques, géostratégiques et énergétiques. Cette confrontation leur a permis de détourner leur population respective des problèmes économiques, sociaux et politiques de fond en les rassemblant derrière leurs leaders. Néanmoins, force est de constater que ces affrontements par procuration ont conduit la Turquie et les EAU dans une impasse stratégique. De fait, malgré d'indéniables victoires tactiques turques en Libye et émiriennes au Yémen, aucun n'est parvenu à remporter de victoire décisive dans la partie de *Risk* conduite sur ces théâtres. Pire, cette absence de victoire décisive n'a pas permis de résoudre durablement les conflits déclenchés³. Cette situation très difficile a accru leur sentiment d'isolement régional. Il leur semble donc à présent urgent de le rompre d'autant plus rapidement que le changement de posture régionale des États-Unis ne leur est guère favorable et demeure coûteux diplomatiquement et économiquement.

LA NECESSITE DE ROMPRE L'ISOLEMENT REGIONAL

En parallèle de cette impasse stratégique liée à leur confrontation par procuration, la Turquie et les EAU ont pris brutalement conscience du changement de posture régionale des États-Unis accentué par l'arrivée au pouvoir de Joe Biden en janvier 2021. En effet, l'administration Trump avait fait preuve d'une volonté d'accélérer de manière désordonnée la mise en retrait des États-Unis de la région pour se focaliser sur la menace chinoise. Elle a ainsi encouragé les puissances régionales comme la Turquie et les EAU à combler par la force le vide stratégique qu'elle a contribué à créer. L'administration Biden poursuit à présent la démarche de l'administration précédente, mais change d'approche méthodologique. En ce sens, elle privilégie, au contraire de cette dernière, l'approche diplomatique et tient un discours très ferme, critique et moralisateur à l'égard des régimes autoritaires moyen-orientaux notamment turc et émirien. Au premier, elle reproche l'accentuation de sa dérive autoritaire marquée par des violations récurrentes des droits humains ainsi que son rapprochement politique et stratégique avec Moscou symbolisé par l'achat des S-400. Au second, elle fait part publiquement, dès février 2021, de son souhait de cesser son soutien militaire à la coalition arabe engagée au Yémen en raison des

¹ Aydintasbas, Asli., Bianco, Cinzia., « La rivalité entre la Turquie et les Emirats arabes unis et la refonte du Moyen-Orient », *European Council on Foreign Relations*, 12 juillet 2021, <https://ecfr.eu/paris/publication/des-ennemis-utiles-la-rivalite-entre-la-turquie-et-les-emirats-arabes-unis-et-la-refonte-du-moyen-orient/> (consulté en mars 2022).

² *Ibid.*,

³ Dalay, Galip., "Turkey-UAE relations : Economic cooperation against the backdrop of geopolitical incompatibility", *Stiftung Wissenschaft und Politik*, January 10, 2022, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/turkey-uae-relations-economic-cooperation-against-the-backdrop-of-geopolitical-incompatibility> (consulté en mars 2022).

nombreuses violations des droits humains commises sur ce théâtre⁴. Néanmoins, il est à remarquer que cette volonté de mettre fin au soutien militaire à la coalition arabe engagée au Yémen ne s'est pas encore manifestée concrètement. En effet, si tel était le cas, la coalition arabe aurait été contrainte de réduire drastiquement ses opérations sur le théâtre. Or à ce stade, il n'en est rien. Cette absence de concrétisation de la volonté américaine semble donc témoigner d'une certaine ambiguïté de la part de l'administration Biden vis-à-vis des monarchies du Golfe qui reste attachée à la défense de ses intérêts énergétiques. En ce sens, à la suite de la nouvelle dégradation du conflit yéménite et plus particulièrement aux frappes de missiles balistiques et de drones houthis ciblant Abou Dhabi en janvier 2022, le CENTOM a déployé le destroyer lance-missiles *USS Cole* et un escadron de F-22 aux Émirats par mesure de réassurance à l'égard de son allié⁵. Pour autant, la nouvelle posture régionale américaine inquiète Ankara et Abou Dhabi qui constatent avec regret que leur relation avec Washington n'est plus aussi privilégiée qu'auparavant. Il est donc apparu urgent et nécessaire aux deux parties d'effectuer un *reset* de leurs relations et de revenir à une certaine *realpolitik* afin de rompre cet isolement diplomatique régional. Cela a conduit Ankara à se rapprocher de l'Arabie saoudite, elle-même isolée sur la scène régionale et décriée par les Américains pour ses violations des droits humains dans le royaume et au Yémen. A l'origine, les EAU ont vivement critiqué le rapprochement entre la Turquie et l'Arabie saoudite de janvier-février 2021⁶ puisqu'ils le considéraient comme une menace pour leur agenda politique et stratégique yéménite divergeant de celui de Riyad. En définitive, les EAU, désireux de jouer un rôle de médiateur dans certains dossiers régionaux (Syrie, programme nucléaire iranien), ont cherché à normaliser leurs relations avec la Turquie à travers une série de discussions diplomatiques et de rencontres officielles en 2021-2022.

REPRISE PRAGMATIQUE DU DIALOGUE TURCO-EMIRIEN

Entre janvier et août 2021, des entretiens téléphoniques entre les chefs de la diplomatie des deux pays et une discrète rencontre entre Tahnoun Bin Zayed al-Nahyan, très actif conseiller à la Sécurité nationale des Emirats, et le Président Erdogan ont contribué à amorcer le processus de reprise du dialogue. Par la suite, le prince héritier et fin stratège, Mohammed Bin Zayed (MBZ) et Erdogan se sont entretenus par téléphone le 31 août 2021. A l'issue de cet entretien, Anwar Gargash, conseiller diplomatique de MBZ, a indiqué que celui-ci avait été « amical et très positif ». Une nouvelle étape a été franchie lors de la visite de MBZ en Turquie le 24 novembre 2021⁷. Elle est suivie par celle d'Erdogan à Abou Dhabi le 14 février 2022. Durant ces deux rencontres, les deux chefs d'État témoignent dans leurs discours respectifs empreints de pragmatisme, de leur volonté commune d'approfondir le partenariat économique et militaire bilatéral.

VOLONTE COMMUNE D'APPROFONDIR UN PARTENARIAT ECONOMIQUE ET MILITAIRE BILATERAL

Concernant le volet économique du partenariat, le positionnement des deux parties paraît déséquilibré. En effet, la Turquie a absolument besoin du soutien économique et financier émirien pour tenter de sauver son économie. Celle-ci ressemble à un navire en perdition soumis à des facteurs externes et internes dont les principaux sont la déstabilisation régionale induite par la rivalité entre les différentes puissances et les choix catastrophiques en matière de politique économique et financière du Président

⁴ Aydintasbas, Asli., Bianco, Cinzia., « La rivalité entre la Turquie et les Emirats arabes unis et la refonte du Moyen-Orient », *European Council on Foreign Relations*, 12 juillet 2021, <https://ecfr.eu/paris/publication/des-ennemis-utiles-la-rivalite-entre-la-turquie-et-les-emirats-arabes-unis-et-la-refonte-du-moyen-orient/> (consulté en mars 2022).

⁵ Al-Monitor Staff, "US F-22 squadron arrives to help UAE ward off Houthi attacks", *Al-Monitor*, February 14, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/02/us-f-22-squadron-arrives-help-uae-ward-houthi-attacks> (consulté en mars 2022).

⁶ Ce rapprochement au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG) en janvier 2021 aboutit à la levée du blocus et de l'embargo imposé au Qatar par les autres membres du CCG.

⁷ Al-Monitor Staff, "Erdogan, MBZ meet for the first time in nearly a decade", *Al-Monitor*, November 24, 2021, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/11/erdogan-mbz-meet-first-time-nearly-decade> (consulté en mars 2022).

Erdogan⁸. Ces différents facteurs contribuent à alimenter la profonde défiance de la population turque et des hommes d'affaires locaux et étrangers à l'égard du régime d'Erdogan. Ce climat provoque la chute de tout investissement et l'effondrement de la parité dollar/livre turque fixée à 1 pour 16 en mars 2022, confirmant ainsi la chute de la devise turque, mais aussi la hausse de l'inflation établie à 54,4% en février 2022 et du chômage atteignant 11,2% en décembre 2021 selon l'Institut statistique de Turquie. Il est fort probable que cette hausse de l'inflation va se poursuivre en raison de celle des prix de l'énergie liée à la guerre en Ukraine. En effet, la Turquie est dépendante à 44% de la Russie pour son approvisionnement énergétique en gaz et en pétrole⁹.

De leur côté, les EAU ont compris la situation de vulnérabilité turque et exploitent patiemment les opportunités économiques et entrepreneuriales offertes par le marché turc. Ils ont par exemple annoncé la création d'un fonds de 10 milliards de dollars d'investissement pour soutenir l'économie turque¹⁰. Par ailleurs, plus d'une dizaine d'accords de coopération et mémorandums d'entente ont été signés entre les deux pays en février 2022. Les investissements émiriens peuvent être répartis en trois catégories : les investissements dans les entreprises technologiques turques dites lucratives¹¹, les investissements stratégiques¹² et les *currency swap deals* estimés à 5 milliards de dollars¹³. Ces derniers doivent théoriquement permettre de renflouer les caisses de la Banque centrale turque dont les réserves en devises étrangères, notamment en dollar, se réduisent drastiquement en raison de leur utilisation massive pour soutenir la livre turque en chute libre. Théoriquement seulement car une note de Goldman Sachs a récemment douché les espoirs de la Banque centrale turque en indiquant que ces *swap deals* ne pourront pas, à son avis, avoir l'effet recherché car les sommes investies ne sont pas assez conséquentes¹⁴.

Le second volet du partenariat concerne le renforcement de la coopération militaire bilatérale dans le cadre des industries de défense. Cette initiative est symbolisée par la signature d'une lettre d'intention en février 2022 selon l'agence de presse émirienne WAM citée par *France 24*¹⁵. Un tel accord permettrait aux industries de défense émiriennes de prendre des parts dans leurs homologues turques afin de diversifier leurs sources d'approvisionnement militaire, en raison de la réduction du soutien militaire américain¹⁶. Toutefois, la prudence reste de mise sur ce point car malgré le succès des matériels et armements turcs à l'export et en opérations, il n'est pas certain qu'Ankara souhaite partager, voire vendre, une partie des attributs de sa puissance militaire et de sa souveraineté à un ancien rival.

⁸ Villalón, Lara., « La coûteuse stratégie économique de Recep Tayyip Erdogan », *Orient XXI*, 11 janvier 2022, <https://orientxxi.info/magazine/la-couteuse-strategie-economique-de-recep-tayyip-erdogan.5290> (consulté en mars 2022).

⁹ Sonmez, Mustapha., « Dizzying fuel hikes fan popular grievances in Turkey », *Al-Monitor*, March 10, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/03/dizzying-fuel-hikes-fan-popular-grievances-turkey> (consulté en mars 2022).

¹⁰ Dalay, Galip., « Turkey-UAE relations : Economic cooperation against the backdrop of geopolitical incompatibility », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, January 10, 2022, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/turkey-uae-relations-economic-cooperation-against-the-backdrop-of-geopolitical-incompatibility> (consulté en mars 2022).

¹¹ Il s'agit notamment selon Galip Dalay des entreprises de e commerce locales *Getir* et *Trendyol* disposant respectivement d'un capital de 7,5 et 16,5 milliards de dollars. Le fonds d'investissement émirien *Abu Dhabi Developmental Holding Company* (ADQ) veut entrer au capital de ces sociétés.

¹² Ils concerneraient selon Dalay les industries de défense et les ports turcs.

¹³ *Ibid.*,

¹⁴ Butler, Daren., « Turkey strikes currency swap deal with UAE as ties warm », *Reuters*, January 19, 2022, <https://www.reuters.com/markets/asia/turkey-strikes-currency-swap-deal-with-uae-ties-warm-2022-01-19/> (consulté en mars 2022).

¹⁵ « La Turquie et les Emirats arabes unis signent plusieurs accords de coopération », *France 24*, 15 février 2022, <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220215-la-turquie-et-les-%C3%A9mirats-arabes-unis-signent-plusieurs-accords-de-coop%C3%A9ration> (consulté en mars 2022).

¹⁶ Dalay, Galip., « Turkey-UAE relations : Economic cooperation against the backdrop of geopolitical incompatibility », *Stiftung Wissenschaft und Politik*, January 10, 2022, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/turkey-uae-relations-economic-cooperation-against-the-backdrop-of-geopolitical-incompatibility> (consulté en mars 2022).

TROIS PERSPECTIVES REGIONALES ENVISAGEABLES

Vers une atténuation de la rivalité stratégique en Libye ?

Au vu de ce rapprochement diplomatique, il est possible d'espérer un timide changement de posture d'Ankara et d'Abou Dhabi sur ce dossier complexe. Les premiers signaux faibles sont venus des Émirats qui, lassés par l'incapacité du maréchal Haftar à faire évoluer la situation militaire en leur faveur, ont décidé de se rapprocher du gouvernement de Tripoli dirigé par l'homme d'affaires misrati proche d'Ankara, Abdelhamid Dbeibah¹⁷. Toutefois, cet espoir d'un changement de posture pourrait rapidement voler en éclats du fait de l'impossible entente entre les différents groupes politiques et miliciens libyens. Cette mésentente pourrait conduire à une reprise active du conflit qui mettrait de nouveau en péril les contrats signés par les hommes d'affaires turcs estimés à 20 milliards de dollars dans le cadre de la reconstruction du pays. C'est pourquoi Ankara tente de jouer la médiatrice entre les deux acteurs politiques misratis proches des Frères musulmans que sont Dbeibah basé à Tripoli et Fathi Bashaga siégeant à Tobrouk. Les deux hommes se disputent inlassablement la légitimité du pouvoir depuis l'élection de Bashaga par le Parlement de Tobrouk en mars 2022. Par ailleurs, le maréchal Haftar pourrait également mettre à mal l'initiative turque en soutenant tactiquement Bashaga dans sa conquête de Tripoli, afin de s'emparer sous couvert de son soutien de la capitale. Un tel scénario¹⁸ pourrait amener la Turquie à mobiliser ses forces militaires présentes en Tripolitaine dans le but de protéger Tripoli et de freiner l'hypothétique équipée de Bashaga et d'Haftar vers la capitale. Un tel emploi de la force par Ankara risquerait clairement de fragiliser ses efforts de rapprochement entrepris en direction du Caire et possiblement d'Abou Dhabi.

La nécessité de reprendre langue avec Israël à la suite des Accords d'Abraham

Les relations turco-israéliennes sont traditionnellement marquées par une grande défiance voire une hostilité sur de nombreux dossiers tels que le conflit israélo-palestinien ou le contentieux gazier en Méditerranée orientale. Toutefois, soucieux de trouver de nouveaux partenaires régionaux et ayant pris conscience de la nouvelle donne stratégique régionale induite par la signature des Accords d'Abraham entre Israël, les EAU et Bahreïn en septembre 2020, le pragmatique Erdogan a invité le président israélien Isaac Herzog à Ankara le 9 mars 2022 afin de renouer le dialogue avec l'Etat hébreu¹⁹. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger, outre des compliments courtois, sur des sujets de préoccupations stratégiques et économiques communs. En ce sens, le ministre de la Défense israélien, Benny Gantz, a indiqué que les deux pays devaient renforcer leur coopération bilatérale face à des menaces régionales majeures, au premier rang desquelles la politique agressive iranienne incarnée par sa volonté de se doter de l'arme nucléaire et son utilisation de *proxys* au Moyen-Orient.

Vers un renforcement de l'axe anti-iranien dans la région ?

Ce rapprochement entre la Turquie, les EAU et Israël pourrait contribuer à renforcer l'axe régional hostile à l'Iran formalisé par les Accords d'Abraham. En effet, la menace iranienne tout comme celle de ses milices affiliées inquiète Ankara. Qais Khazali, Secrétaire général de la milice *Asaib Ahl al-Haq* affiliée à l'Iran, menace ainsi la Turquie d'importantes représailles à la suite de la campagne militaire turque contre les forces kurdes du PKK en Irak soutenues par les milices chiïtes irakiennes pro-iraniennes. Par ailleurs, cette menace iranienne est corroborée par les nombreuses interpellations d'agents iraniens présents sur le sol turc réalisées par les services de renseignement d'Ankara. Téhéran

¹⁷ Przyborowski, Emily., Gerry, Kathryn., Beth Long, Mary., "How Ankara-Abu Dhabi detente could affect Libya ? ", *Al-Monitor*, November 15, 2021, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/11/how-ankara-abu-dhabi-detente-could-affect-libya> (consulté en mars 2022).

¹⁸ Tastekin, Fehim., "Three challenging scenarios for Turkey in Libya", *Al-Monitor*, March 14, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/03/three-challenging-scenarios-turkey-libya> (consulté en mars 2022).

¹⁹ Bassist, Rina., "Israel's president exchanges friendly gestures in Turkey", *Al-Monitor*, March 9, 2022, <https://www.al-monitor.com/originals/2022/03/israels-president-exchanges-friendly-gestures-turkey> (consulté en mars 2022).

pourrait donc être considéré comme le dénominateur commun du rapprochement entre la Turquie, Israël et ses alliés du Golfe²⁰.

Bien qu'il soit un peu tôt pour tirer des conclusions définitives sur la nouvelle *realpolitik* turco-émirienne, les signes sont bel et bien là et il est possible de penser qu'elle se poursuive et aboutisse concrètement car les deux puissances régionales y ont clairement des intérêts politiques, économiques et stratégiques communs. Par ailleurs, s'il souhaite obtenir un score convenable aux élections présidentielles de 2023, Erdogan doit prouver à sa base électorale et sociale qui s'effrite, que son pragmatisme diplomatique vis-à-vis d'Israël et du Golfe lui permet d'améliorer significativement la situation économique turque. Le nouveau Sultan d'Ankara y joue sa crédibilité diplomatique, et peut être sa survie politique.

²⁰ Baker, Ali., "Cementing the emerging UAE-Turkey relationship : the Iran factor", *the Arab Gulf States Institute in Washington*, February 25, 2022, <https://agsiw.org/cementing-the-emerging-uae-turkey-relationship-the-iran-factor/> (consulté en mars 2022).



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



INSTITUT FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES

